

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR L'A ANNONCÉ HIER :

«Les auteurs de l'attentat du 11 décembre arrêtés»

Le ministère de l'Intérieur a annoncé la présentation devant la justice de six dangereux terroristes. Membres de Katibat El Farouk, ces terroristes sont les auteurs des deux attentats du 11 décembre dernier et de l'attaque qui a ciblé en décembre 2006 un transport de personnel de l'entreprise Brown and Root Condor.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Les auteurs des attentats du 11 décembre dernier perpétrés contre les sièges du Conseil constitutionnel et du Pnud ainsi que celui du 10 décembre 2006 ayant visé un autobus transportant les employés de la firme «Brown and Root Condor» (BRC) dans la zone de Bouchaoui ont été déferés aujourd'hui devant la justice», a annoncé, hier, le ministère

de l'Intérieur et des Collectivités locales, département chargé de l'information sécuritaire.

Le communiqué précise que les terroristes sont F. Yacine (informaticien à BRC), B. Fouad, K. Youcef, M. Mustapha (tous trois entrepreneurs), K. Ahmed (employé dans une entreprise de promotion immobilière) et B. Amine (livreur).

Ces six individus ne seraient pas connus des

services de sécurité et auraient, selon le ministère de l'Intérieur, «succombé à différents types de manipulations appuyées par des interressements financiers».

Cela laisserait supposer que ces terroristes ont agi par «intérêt» ou auraient fait l'objet de «pressions».

Notons que le communiqué du département de Nouredine-Yazid Zerhouni ne fournit aucune indication sur les conditions dans lesquelles ont été arrêtés ces six terroristes ni même la juridiction auprès de laquelle ils ont été présentés.

Il est, toutefois, précisé que ces terroristes

sont membres de Katibat El Farouk que dirigé «l'émir» Bouzegza Abderrahmane abattu au cours de l'opération du 28 janvier 2008 dans le secteur de Souk-El-Had (wilaya de Boumerdes).

Ce dernier, qui avait rejoint les groupes terroristes en 1998, a fait l'objet de 43 avis de recherche. Bouzegza Abderrahmane, alias Abderrahmane Tilali, était sous le coup de plusieurs condamnations à la peine capitale et à des peines de 20 années de réclusion criminelle pour «constitution d'un groupe armé» et «homicide volontaire».

«Avec cette opération, tous les attentats commis

dernièrement dans l'Algérie ont été élucidés (...).

Les résultats de ces opérations, à l'actif des services de sécurité et de l'ANP, menés avec une célérité remarquable et des délais relativement réduits, confirment les progrès accomplis par nos forces en termes de professionnalisme et d'efficacité», se félicite le ministère de l'Intérieur.

Rappelons que l'attaque contre le convoi du personnel de BRC, perpétrée le 10 décembre 2006, avait fait un mort et neuf blessés.

Les attentats suicide du 11 décembre dernier, qui avaient ciblé le siège du Conseil constitutionnel et celui de l'ONU à Alger, ont provoqué 41 morts et plusieurs dizaines de blessés.

T. H.

L'informaticien de BRC arrêté

F. Yacine, l'informaticien employé à l'ex-BRC (Brown and Root Condor), a été arrêté la semaine dernière sur son lieu de travail à El-Achour, indique-t-on de sources sûres. Il semblerait que l'intervention des services de sécurité fasse suite à l'arrestation d'autres membres de ce réseau terroriste.

T. H.

HARCHAOUI À PARTIR DE CONSTANTINE :

«Rien ne menace la position d'Ouyahia à la tête du RND»

«Notre parti a engagé la préparation de son congrès depuis plusieurs semaines et l'opération se déroule sous la direction du SG, M. Ahmed Ouyahia, dans la sérénité totale.

Ça se passe normalement et il n'y a aucun facteur qui peut secouer la stabilité du RND ni susciter des inquiétudes par rapport à la position d'Ouyahia à la tête de notre formation politique.»

C'est ce qu'a affirmé M. Abdelkrim Harchaoui, membre du bureau national en marge de la rencontre de formation qu'il a animée, hier, à Constantine au profit des élus locaux d'obé-

dience RND. Sauf que, M. Harchaoui a tenu à préciser que «le RND avait affaire à quelques situations conflictuelles liées notamment aux dernières élections dont le choix de candidats avait engendré des mécontentements, mais si tôt réglées, et dans la transparence».

Ainsi, il a expliqué que des observateurs, qui ont «mal interprété» les déclarations de

certaines cadres du parti, ont laissé entendre qu'il s'agit plutôt d'un conflit interne au sein du RND d'autant qu'il y a des cercles qui cherchent à exploiter les positions du parti à d'autres fins». Sinon, le parti d'Ouyahia a émis à l'intention des militants de la base, selon ce même responsable, un questionnaire qui porte 137 questions ayant trait au fonctionnement du parti, à la situation socioéconomique du pays et également des questions qui intéressent l'Algérie sur le plan international et ce, afin de pré-

parer des projets de résolution qui seront soumis à approbation par le congrès. «Nous avons préféré, cette fois-ci, engager le débat à partir de la base militante du parti et recevoir les propositions de nos militants avant de concevoir la synthèse qui permettra d'élaborer les projets de résolution en prévision du congrès qui se tiendra au plus tard en mai prochain au lieu de leur soumettre des textes à enrichir.

Notre finalité est d'associer tous nos militants à la gestion des affaires du parti», souligne-

ra-t-il. En ce qui concerne le contenu de son intervention à l'occasion de cette journée dédiée à la formation des élus du RND, l'ex-ministre des Finances a fait dans la pédagogie pour expliquer à ces représentants du peuple, leur rôle comme il est défini par les lois de la République et répondre à leurs préoccupations surtout celles relatives à l'ingérence de l'administration dans les prérogatives des élus.

Il insistera notamment auprès de ces derniers de rester à l'écoute du citoyen pour gagner sa confiance et préparer, dès maintenant, les prochaines échéances électorales car, à ses yeux, la vraie campagne électorale durera l'espace d'un mandat et pas uniquement quelques semaines avant un tel rendez-vous politique.

Aussi, il soulignera la nécessité de cultiver chez l'élu le réflexe de rendre des comptes aux électeurs parce que, selon ses termes, si l'élu tire sa légitimité de l'électorat, il doit impérativement lui donner le résultat de ses actions comme l'exige la bonne gouvernance.

Dans la foulée, il a ordonné d'ouvrir des permanences pour recevoir les citoyens avant d'informer les élus présents que la direction du parti leur communiquera incessamment une instruction récapitulant les points abordés au cours de cette journée de formation à travers plusieurs wilayas par des membres du bureau national du RND dont le SG a animé la rencontre de Médéa.

Il est à noter que seuls 28 élus ont fait acte de présence à cette rencontre de Constantine sur un total de 44 d'obédience RND que compte les circonscriptions électorales.

L. H.

LE RND RÉUNIT SES ÉLUS LOCAUX DE LA CAPITALE

«Nous devons reconquérir la première place»

«Nous sommes un parti qui occupe la seconde place sur l'échiquier politique national et les résultats que nous avons enregistrés le 29 novembre dernier nous confortent et nous préparent à occuper la première place pour les cinq prochaines années.» Les élus locaux du RND s'inscrivent d'ores et déjà dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, lors d'une rencontre ayant regroupé les élus locaux de la wilaya d'Alger à l'Hôtel de l'aéroport et présidée par M. Hami Laroussi, il a été passé en revue le rôle que «doit jouer l'élu local du RND, qui n'est autre que l'interface entre la population et le courant politique qu'il représente».

«Vous avez une lourde responsabilité et vous êtes appelés à relever le défi», a lâché le membre du bureau politique du RND, qui a relaté l'histoire de son parti. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel des interventions ont été axées sur «le rôle et le statut de l'élu, les blocages rencontrés sur le terrain, l'absence de prérogatives et autres situations qui font aujourd'hui de l'élu un simple exécutif

de l'administration». Cette situation, les élus locaux du parti d'Achmed Ouyahia l'imputent au code communal et de wilaya actuellement en vigueur, qui «a limité les prérogatives du représentant du peuple».

«Nous devons débattre et installer dès aujourd'hui des ateliers de réflexion autour de la question du code communal, aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour de l'actualité nationale. En notre qualité d'élus du RND, nous devons engager des réflexions, faire des propositions et apporter notre contribution à la question», a souligné le P/APC de la commune d'Alger-Centre, M. Tayeb Zitouni. Ce dernier a procédé à une véritable plaidoirie pour «la mise en place du statut de l'élu qui est le plus exposé dans l'exercice de

sa fonction de représentant du peuple». Une approche soutenue par Ferhat Chabakh, un autre élu au niveau de la commune d'El Mouradia, qui a souligné pour sa part «plus de solidarité entre les élus du parti et ses responsables».

Pour un autre élu, «la construction de notre parti débutera au niveau local».

«Ce n'est pas avec des slogans qu'on va construire un pays et consolider un parti. Nous devons travailler d'arrache-pied et capitaliser également tous les acquis de nos responsables à tous les niveaux», a-t-on ajouté. A ce propos, un autre élu a demandé «à ce que les problèmes internes au parti soient réglés dans le cadre de la réglementation interne».

Cela étant, la formation d'Achmed Ouyahia a saisi cette opportunité pour remettre à ses élus locaux un mémorandum portant «sur les missions locales de l'élu du RND». Ainsi, il est écrit dans le document que «nous devons absolument intégrer nos élus, en s'engageant

pour un mandat électif, à se mobiliser au service du pays et de la collectivité, et à réaliser un programme sur lequel le RND s'est engagé. C'est en vertu de ces principes que l'on doit comprendre le rôle fondamental de l'élu local qui doit être, absolument, à la hauteur des responsabilités liées à son mandat pour permettre à l'administration locale d'avoir un rôle de premier plan dans le développement économique et social et d'être une entité très proche des citoyens.

Le mandat électif est considéré comme la finalité politique majeure d'un processus complexe qui intègre une double image : celle du candidat et de son parti».

En somme, pour le RND qui veut reconquérir la première place en tant que force politique nationale, «les élus du RND doivent également maîtriser les règles de fonctionnement des institutions locales qui s'articulent autour du pouvoir délibératif et celui du pouvoir ou de la fonction de contrôle populaire».

A. B.